

La situation de la radiodiffusion de service public dans la partie septentrionale du Cameroun avant l'inauguration de l'émetteur de la BBC à Garoua¹

Par

Francis A. FOGUE KUATE

Doctorant (Université de Ngaoundéré)

Assistant chercheur au RECODEC²

farfogue@yahoo.fr



Jusqu'en 1983, tout le septentrion camerounais était regroupé au sein d'une seule et même entité administrative. Il s'agit de la province du Nord. Cette dernière, qui avait Garoua pour chef lieu, intégrait les provinces actuelles de l'extrême Nord et de l'Adamaoua qui virent le jour au début des années 1980. Avec la création de ces deux dernières provinces, l'évolution du Cameroun septentrional connaît désormais des disparités qui se justifient entre autres par des raisons historiques, mais aussi et surtout, par le contexte sociopolitique qui caractérise chacune de ces trois entités administratives. Ces disparités, qui font que le septentrion Camerounais ait désormais une évolution à triple vitesse, s'observent également au niveau de la médiasphère.³ L'observation du déploiement de cette médiasphère durant ces dix dernières années, permet de relever une dissymétrie en ce qui concerne l'évolution des radios publiques dans cette partie du Cameroun.

Les débuts de la radiodiffusion au Nord Cameroun

Avant la création des provinces de l'Adamaoua et de l'Extrême Nord, le secteur public du paysage médiatique audiovisuel du Cameroun septentrional était dominé par Radio Garoua (située dans l'actuelle province du Nord). La création de cette radio remonte à la période coloniale. C'est en effet à la fin des années 1950 que Radio Garoua intègre la sphère médiatique camerounaise à la suite de Radio Douala installée en mars 1941 et Radio Yaoundé

¹ L'inauguration de l'émetteur de la BBC a Garoua ce vendredi 18 avril 2008 a servi de prétexte à cette réflexion qui entend peindre sans caricature aucune, le paysage radiophonique du Nord Cameroun. Ce premier jet qui porte sur les radios publiques sera suivi d'une autre réflexion sur les médias privés et étrangers au nord Cameroun.

² Centre de Recherche et du Développement Communautaire.

³ Nous empruntons ce concept à Régis Debray qui l'utilise pour désigner « la sphère de circulation des traces et des individus techniquement déterminée par les modes de transport dans l'espace et dans le temps prévalant à un moment donné de l'histoire ». Elle comprend ainsi la logosphère (écriture), la graphosphère (imprimerie), la vidéosphère (audiovisuel) et l'hypersphère (numérique). Régis Debray, 2005, *Médium*, n° 4, juillet-août-septembre

mise sur pied en 1954.⁴ Radio Garoua est effectivement créée le 28 février 1958. Elle « a débuté avec un petit émetteur d'un kilowatt. On lui a construit des locaux en 1959, et la puissance de son émetteur est passée d'un à quatre kilowatts, puis de quatre à trente. »⁵ Pendant cette période de l'histoire du Cameroun, Douala, Yaoundé et Garoua étaient les principales villes. L'installation des stations de radio dans chacune de ces provinces participait du souci de l'administration française de diffuser des informations au sein de la communauté française vivant au Cameroun. C'est pour cette raison que l'administrateur français a installé des radios précisément dans les villes du pays où l'on retrouvait une forte concentration de Français. Garoua faisait partie de ces villes.

Tout comme ses sœurs aînées de Douala et Yaoundé, Radio Garoua émettait en ondes courtes avec une antenne d'une capacité inférieure à 5KW. Après l'indépendance du Cameroun survenue en 1960, la radio qui servait jusque là les intérêts de la puissance tutélaire, va devenir une arme pour les nouveaux héritiers de l'appareil étatique. Cette radio qui fut créée dans l'optique d'informer la communauté française afin d'instaurer une cohésion en son sein, va, après les indépendances, devenir un outil de propagande entre les mains des nouveaux dirigeants nationaux.

L'hégémonie gouvernementale sur Radiodiffusion

Après son arrivée au pouvoir, le Président Ahidjo va très vite manifester son désir de contrôler les mass médias. La radio devient l'une des composantes vitales de son pouvoir. Elle devient pour ainsi dire, une « composante du système politique reposant sur le chef de l'Etat (Ahidjo), le parti unique (l'UNC) et souvent l'armée. »⁶

Sous le régime du Président Ahidjo, Radio Garoua n'avait pas de personnalité juridique propre tout comme les autres stations de radio créées dans les autres provinces du pays et avec lesquelles elle constituait la Radio Du Cameroun (RDC). Cette radio était victime d'un hégémonisme étatique assez ostentatoire tel que le souligne Tjadè Eonè.⁷ En effet, jusqu'en 1962, sa gestion était directement assurée par la Présidence de la République. C'est ainsi

⁴ Tudesq A- J., 1999, *Les médias en Afrique*, Paris, Ellipse, p. 132.

⁵ Tremblay, G., 1974, « Radio et éducation au Cameroun : le cas de Radio-Garoua », *Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 8, No 3, Special Issue : *Educational Problems in Africa*, pp. 575-587

⁶ A.-J., Tudesq, 1999, p.6. Tudesq pense que dans le contexte africain, la radio qui est le médium le plus répandu du fait son accessibilité autant aux populations urbaines que rurales, constitue un instrument qui permet aux détenteurs du pouvoir de contrôler l'opinion et mieux contrôler les populations.

⁷ Tjadè Eonè, 1986, *Radios, Publics et Pouvoirs au Cameroun, Utilisations officielles et besoins sociaux*, Paris, L'Harmattan.

qu'entre 1958 et 1960, elle dépendait du service de l'Information et des postes et télécommunications qui dépendait alors du premier ministre ; de 1960 à 1961, elle était placée sous la férule du secrétariat d'État à l'information relevant de la Présidence de la République ; entre 1961 et 1962, elle dépendait directement du Commissariat Général à l'Information qui était également rattachée à la Présidence de la République. Depuis 1962, sa gestion a été confiée au ministère de l'Information (1962-1964) qui est par la suite devenu Ministère de l'Information et du Tourisme (1964-1968), puis Ministère de l'information et de la Culture avant de devenir Ministère de la Communication. Selon la discours officiel, cette hégémonie étatique dont était victime Radio Garoua et les autres radios provinciales, se justifiait par la thèse selon laquelle les « médias sont appelés à participer à l'émergence des Etats-Nations mais aussi à jouer un rôle de premier plan dans leur consolidation ». ⁸ C'est donc pour cette raison qu'au moment de l'inauguration d'un nouvel émetteur de 30KW à Yaoundé le 29 mai 1962, le Président Ahidjo a déclaré que la radio « se doit d'informer les populations des efforts que déploie le gouvernement pour atteindre le but qu'il s'est assigné : la formation de la nation camerounaise ». ⁹

Jusqu'au début des années 1980, Radio Garoua était la seule institution impliquée dans la radiodiffusion au Nord Cameroun. Cette réalité va cependant changer après la désagrégation administrative du septentrion camerounais.

Le Nord Cameroun : entre décentralisation administrative et décentralisation radiophonique

La décentralisation administrative survenue au début des années 1980 avec la création des provinces de l'Extrême Nord et de l'Adamaoua a eu pour corollaire, une décentralisation radiophonique matérialisée par la création de Radio Ngaoundéré et de Radio Maroua. Dans ce contexte, Radio Garoua perdit en notoriété. Son auditoire s'amenuisa considérablement. Elle dut accepter de redistribuer ses auditeurs avec ses deux sœurs cadettes. La notoriété de Radio Garoua prit également un grand coup dans la mesure où elle devait cesser d'émettre en ondes courtes pour s'arrimer au régime des FM (Frequency Modulation) qui sont de très faible portée. Ceci permet ainsi de comprendre pourquoi il est désormais difficile voire, impossible de capter les ondes de cette radio en dehors de la province du Nord.

⁸ Denni, B., et Lecomte, P., 1999, *Sociologie du politique*, tome 1, Grenoble, PUG, p. 106.

⁹ Ahidjo, A., *Anthologie des discours 1957-1979*, Dakar, Nouvelles Editions Africaines, 1980. p.185.

Par ailleurs, Radio Garoua, tout comme radio Ngaoundéré et radio Maroua, va être noyée dans le vaste réseau de Radio Cameroun. En effet, ces trois stations de radio implantées dans le nord Cameroun « relèvent d'une autorité centrale que représente le Poste National à Yaoundé ».¹⁰ Bien plus, les ondes du Poste National sont également reçues dans cette partie du pays. Cependant, seules les populations des provinces du Nord et de l'extrême Nord ont la possibilité de capter ces ondes. Les populations de l'Adamaoua quant à elles sont exclues du réseau radiophonique en ce qui concerne les ondes du Poste National. Celles-ci n'arrosent pas leur province du fait de l'absence d'une antenne relais. N'ayons aucune honte à le dire, il est souvent arrivé des fois où les populations de l'Adamaoua sont restées dans un *black out* radiophonique total. Il était alors impossible de suivre les éditions des journaux parlés ainsi que quelques rares programmes du Poste National que la station provinciale CRTV Ngaoundéré veut bien souvent permettre à ses auditeurs de suivre par son canal. Très souvent, il arrive que des étudiants - Ngaoundéré étant une ville universitaire - ayant passé les épreuves d'un concours officiel, ne puissent pas prendre connaissance des résultats dudit concours au moment de leur diffusion au Poste National. Tout récemment encore, lors des dernières nominations survenues au ministère de l'enseignement supérieur, c'est par le canal du téléphone portable que certains responsables de l'Université de Ngaoundéré concernées par ces nominations ont été informées de leur position par des proches vivant dans d'autres régions du pays. Plus grave encore, les ondes émises localement par CRTV Ngaoundéré ne couvrent pas l'ensemble de la province de l'Adamaoua. Plusieurs zones d'ombre sont notables. A titre d'exemple, nous ne citerons que le cas de Meiganga qui se présente comme la deuxième grande ville de la province mais où le signal de la CRTV est inexistant. Soulignons pour le déplorer qu'en matière d'accès à l'information nationale, les populations de l'Adamaoua ne se situent pas au même diapason que celles des autres provinces. La province de l'Adamaoua est la seule province camerounaise à ne pas recevoir les ondes de la radio nationale. Cette région du pays évolue dans une sorte d'obscurantisme informationnel. Ses populations qui, du point de vue géographique, sont situées au centre du triangle national, se retrouvent paradoxalement exclues du réseau national de diffusion des informations. Dans ce contexte, on est droit de se demander comment la radio peut-elle vraiment contribuer à la construction de l'unité nationale au regard des disparités et des exclusions qu'elle entraîne.

¹⁰ Tjadè Eonè, 1986, p. 32.

Ainsi donc, l'installation de la BBC dans le septentrion camerounais au mois de mars 2008 s'effectue dans un contexte caractérisé par une défaillance des radios de services public qui, du fait de leur décrépitude et de l'absence de volonté politique, sont obligées de remettre à plus tard leur mission première qui, en plus d'informer, d'éduquer et de distraire les populations, consiste aussi à faciliter une cohésion nationale.